



Comptes définitifs 2014 de Martinique Une activité mieux orientée

Après deux années de ralentissement, la croissance économique de la Martinique donne des signes de reprise en 2014 avec une hausse du PIB de 2,8 % en valeur. Elle repose essentiellement sur l'augmentation des investissements et des échanges commerciaux. Pour la troisième année consécutive, la consommation des ménages ne joue pas son rôle de soutien de l'activité. Elle est en repli de 2,6 % en 2014. Le produit intérieur brut par habitant s'élève à près de 22 060 euros courants en 2014 et poursuit son rattrapage des autres régions.

Ali Benhaddouche

Après une année 2013 en retrait, l'activité économique repart en Martinique : en 2014 le produit intérieur brut augmente de 2,8 % en valeur¹. Toutefois, cette croissance est toute relative car l'évolution des prix à la consommation est de 0,8 % (après + 1,3 % en 2013). Elle permet tout au plus de limiter la perte des emplois salariés. Le secteur tertiaire profite de cette embellie tandis que les secteurs de l'industrie et de la construction continuent de perdre des emplois salariés. Le taux de chômage se stabilise mais reste élevé (19,4 %). Dans ce contexte incertain, les ménages adoptent un comportement de prudence et leur consommation s'inscrit sur une tendance baissière amorcée en 2011.

1- Les publications des comptes définitifs en France métropolitaine ou en Outre-mer interviennent trois ans après le millésime (à N+3). Ce délai peut s'allonger lorsqu'est adoptée une nouvelle année de référence pour rebaser les séries, comme cela a été le cas en 2018. Les comptes définitifs de 2014 sont ainsi diffusés en 2019 (voir encadré Sources et méthode).

La consommation des ménages continue de ralentir

Sous l'effet conjugué d'un comportement attentiste lié à une situation économique incertaine et d'une diminution de la population (- 0,6 % par an en moyenne entre 2009 et 2014), la consommation des ménages est en re-

pli pour la troisième année consécutive. Elle baisse de 2,6 % en 2014.

Ce recul observé depuis 2011 est confirmé par une baisse ou une stagnation des importations de biens de consommation à destination des ménages, notamment de produits non alimentaires. Les ventes de véhicules neufs sont également en retrait sur la période et le léger rebond

1 Les exportations augmentent de 13 %

Les principaux agrégats en Martinique (en million d'euros courants)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014/2013
Produit Intérieur Brut	7 588	7 918	7 619	7 901	8 143	8 247	8 275	8 506	2,8
Consommation finale	7 599	8 200	7 945	8 532	8 790	8 726	8 721	8 705	-0,2
- dont ménages	4 386	4 845	4 535	4 986	4 986	5 206	5 058	5 042	-0,3
- dont APU*	3 212	3 355	3 410	3 546	3 584	3 668	3 676	3 793	3,2
Investissements	2 038	2 127	1 519	1 576	1 713	1 687	1 648	1 796	8,9
Variations de stocks	36	-123	4	-66	-37	21	-26	-38	nd
Importations	2 845	3 004	2 503	2 852	3 099	3 075	2 997	3 006	0,3
Exportations	761	717	654	711	775	888	929	1 050	13,1

* Administrations publiques.

Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Martinique, base 2014.

constaté en 2014 (+ 1,9 %) n'est pas de nature à infléchir significativement la tendance à la baisse initiée par la crise économique de 2008. Par ailleurs, les crédits à la consommation des ménages sont également orientés à la baisse.

Le revenu disponible brut des ménages (RDBM) progresse de 1,9 % en volume, ce qui correspond à l'évolution du pouvoir d'achat total en Martinique. Ramené à la population, il mesure le pouvoir d'achat individuel. Il se renforce en 2014 (+ 2,7 % en volume) et poursuit sa progression entamée en 2011. Ce rattrapage ne permet pas à la consommation de se redresser significativement. En effet, la persistance d'un chômage toujours élevé et l'incertitude accrue sur l'environnement économique ont pesé sur les salaires et le moral des ménages, les incitant à accroître leur épargne de précaution. Le taux d'épargne des ménages a progressé de cinq points entre 2013 et 2014 et s'établit à 23,6 %. Toutefois, la baisse des taux d'intérêt a permis aux ménages d'investir dans l'immobilier.

Signe d'une situation économique dégradée, le nombre de foyers allocataires du Revenu de Solidarité Active (RSA) a progressé de 16 % depuis son entrée en vigueur en 2011, et de 2,8 % en 2014.

La dépense publique joue son rôle de stabilisateur de l'économie

En 2014, les dépenses publiques progressent de 3,8 % en valeur. Cette évolution contraste avec une année 2013 en fort recul (- 7 %) et une année 2012 stable. Les dépenses publiques jouent à nouveau leur rôle de soutien de l'activité économique. Les charges de personnel des administrations publiques, de la sécurité sociale et de l'enseignement augmentent de 2,2 %. Le salaire moyen des fonctionnaires évolue peu, comme les années précédentes (+ 0,3 %).

Après deux années de baisse, l'investissement public se redresse en 2014.

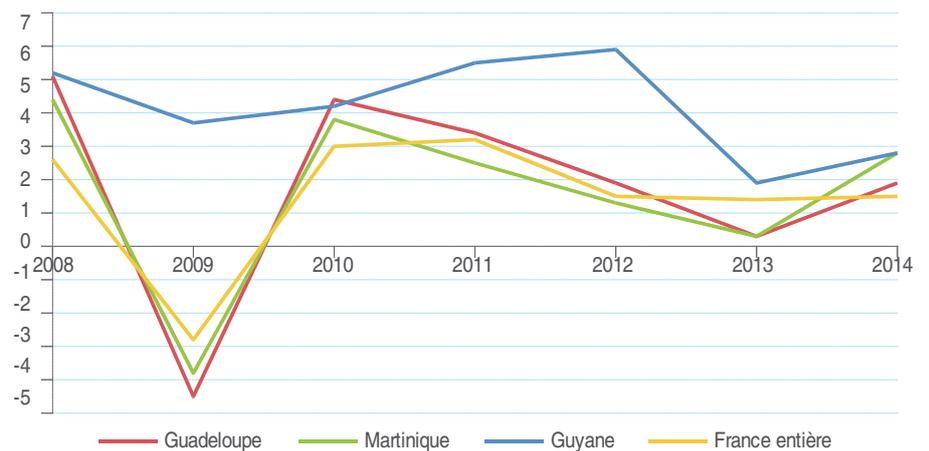
Dans le BTP, les ventes de ciment, qui sont un indicateur d'activité du secteur, sont en progression sensible (+ 6,5 %), après plusieurs années consécutives de baisse. Elles alimentent principalement deux importants chantiers dans les domaines de la santé et des transports (le plateau technique de l'hôpital Zobda-Quitman et le transport collectif en site propre - TCSP).

L'investissement des entreprises se redresse

Dans un contexte économique toujours incertain après la crise sociale de 2009, l'investissement des entreprises montre des signes encourageants. En 2014, il progresse de 8 % en valeur après deux années de

2 Rebond important de la croissance économique de la Martinique en 2014

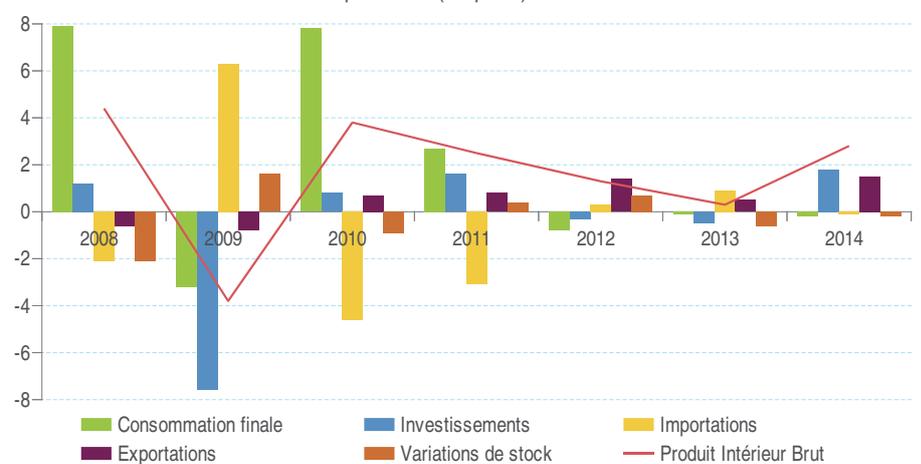
Évolution du Produit Intérieur Brut en valeur (prix courant)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs des Antilles-Guyane, comptes nationaux - Base 2014.

3 Les investissements et les exportations, moteurs de la croissance

Le Produit Intérieur Brut et ses composantes (en point)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Martinique, base 2014.

recul. Cette dynamique des investissements est visible sur le niveau des importations : les importations de biens d'investissement progressent (+ 4,8 %), ainsi que les immatriculations de véhicules utilitaires neufs (+ 5,8 %). Il en est de même pour les crédits d'investissement des entreprises, qui augmentent significativement (+ 5,4 %). Toutefois, pour une large part, les chefs d'entreprise font état d'investissements visant le maintien à niveau de l'outil de production plus que le développement de nouveaux projets.

Le taux d'investissement des entreprises qui mesure la dynamique d'investissement reste dans la moyenne des cinq dernières années (26,5 % en 2014).

Forte progression des exportations

La bonne tenue des exportations martiniquaises s'observe depuis 2010. En 2014, elles progressent également mais de manière exceptionnelle (+ 13 % en valeur), au point de contribuer significativement à la croissance relativement élevée de la Martinique. Les exportations de produits

pétroliers raffinés (PPR) doublent et participent largement à cette évolution. Cette forte hausse est la conséquence de l'interruption programmée en 2013 de l'activité de la Société Anonyme de Raffinage des Antilles (Sara) pour contrôle et remise à neuf. La Sara reprend en 2014 une activité de production de produits pétroliers raffinés proche de celle de 2012. Celle-ci augmente de 33,5 % en volume entre 2013 et 2014, avec pour conséquence une envolée des exportations de produits pétroliers raffinés : elles doublent en valeur, hausse due non seulement à la hausse de la production qui vient doper les exportations mais aussi au déstockage de PPR par la Sara.

Cela étant, en excluant les exportations de PPR et une transaction exceptionnelle en 2013 sur un avion à hauteur de 13,5 millions d'euros, les exportations évoluent également positivement. À titre d'exemple, celles de bananes repartent après une année 2013 difficile, et dépassent le niveau de 2012, avec 190 000 tonnes de bananes exportées. Les exportations de rhum ont régulièrement progressé entre 2007 et 2014 et s'expliquent par le succès commercial du

rhum martiniquais aussi bien en France métropolitaine qu'à l'étranger.

Les dépenses touristiques, comptabilisées en tant qu'exportations, sont stables en 2014. Le secteur représente 3,5 % du PIB. En 2014, la fréquentation hôtelière en Martinique est en net recul par rapport à 2013. Les arrivées et les nuitées baissent respectivement de 10 % et 9 %. Elle s'inscrit dans le prolongement d'une baisse continue amorcée par le ralentissement économique de 2008.

Plus de huit touristes sur dix résident en France métropolitaine. Cette situation de mono-clientèle crée une grande sensibilité à la conjoncture économique française et constitue un objet de vigilance pour la Martinique.

Le PIB par habitant réduit l'écart avec le niveau national

En 2014, le PIB par habitant en Martinique s'élève à près de 22 060 euros courants contre 27 900 euros en moyenne en province (régions françaises hors Ile-de-France). Avec une évolution démographique négative sur la période 2009-2014 (-0,6 % par an en moyenne), le PIB régional par habitant en Martinique augmente un peu plus rapidement que le PIB national, notamment en 2014 où il progresse de 3,5 % (+2,8 % pour le PIB national).

La richesse par habitant en Martinique reste néanmoins inférieure de 21 % à la moyenne des régions françaises métropolitaines hors Île-de-France. Toutefois, la Martinique poursuit son rattrapage: l'écart s'est réduit de 4,3 points entre 2009 et 2014. Cette croissance globale masque deux périodes bien distinctes, liées à l'arrivée de la crise économique et financière en Europe et à la crise sociale aux Antilles-Guyane en 2009. En province, le PIB par habitant baissait de 0,6 % par an entre 2007 et 2010 tandis qu'en Martinique, moins impactée par le choc économique de 2008, cet indicateur progresse de 0,4 % par an. L'écart s'est réduit de 2,2 points durant cette période. Entre 2010 et 2014, le PIB par habitant progresse de 1,3 % par an en province et de 2,0 % par an en Martinique.

Le différentiel d'évolution s'est réduit entre les deux territoires, la baisse de la population, plus marquée durant cette période, permet de maintenir le même rythme de rattrapage (-2,1 points).

La structure par âge de la population martiniquaise et la difficulté d'accéder au marché de l'emploi constituent des facteurs défavorables à la création de richesse par habitant, au regard de la moyenne des autres régions françaises hors Île-de-France. En 2014, le chômage est deux fois plus élevé en Martinique qu'en France métropolitaine (9,9 %). Le taux d'emploi (52,4 %) est bien inférieur à celui des autres régions (63 %).

4 La consommation des ménages en repli pour la troisième année consécutive

Consommation, revenu et épargne des ménages en Martinique (en million d'euros courants et en %)

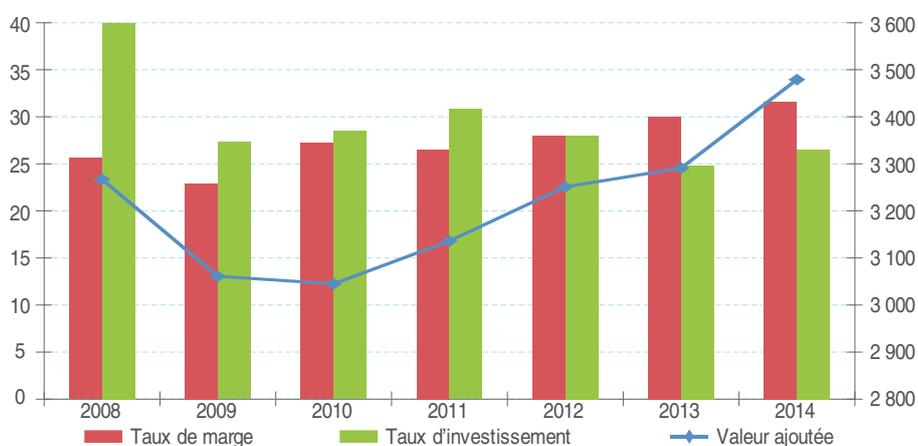


Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Martinique, base 2014.

Lecture : le taux d'épargne se lit sur l'échelle de droite

5 Rebond de l'investissement

Taux de marge et taux d'investissement en Martinique, en valeur (en % et en million d'euros)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Martinique, base 2014

Lecture : la valeur ajoutée se lit sur l'échelle de droite.

Au-delà du PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur économique considéré comme le plus représentatif de la richesse monétaire dégagée par un appareil productif national (ou régional). Cependant, comme tout indicateur statistique, il présente des avantages et des inconvénients. Ces dernières années, l'usage du PIB comme indicateur global de progrès économique et social a été remis en cause et en 2009, une commission internationale présidée par Joseph Stiglitz a pointé certaines de ses limites. Le PIB actuel constitue une mesure quantitative de la production de richesse d'un pays mais cette mesure n'intègre pas d'indicateurs de développement social ; elle ne prend pas non plus en compte la question de la soutenabilité de la croissance économique, notamment en termes écologiques du fait des externalités négatives de la production (nuisances sonores, pollution atmosphérique, occupation d'espace...), ni la production réalisée en dehors du marché des biens et services (par exemple, les travaux domestiques, d'éducation des enfants...).

Les caractéristiques géographiques et physiques des territoires ultramarins, souvent qualifiés de « petites économies insulaires », expliquent leurs handicaps économiques. D'une part, du fait de leur position géographique, ces régions sont à la fois isolées et éloignées par rapport à la France métropolitaine. D'autre part, ces économies de petite taille se caractérisent par des marchés du travail de faible étendue.

La persistance d'un chômage élevé couplée à une offre éducative insuffisante nourrissent d'intenses mouvements migratoires vers la France métropolitaine. En Marti-

nique, les jeunes de 15 à 25 ans, moins expérimentés, sont les premières victimes du chômage : 50,6 % contre 23,4 % en France. La structure du tissu productif influe négativement sur le niveau de PIB par habitant. En effet, la productivité apparente du travail varie beaucoup d'un secteur à l'autre. Elle est ainsi très forte dans le tertiaire marchand alors qu'elle est plus faible dans le non marchand (administrations, éducation, santé...). L'effet sectoriel est défavorable dans la région, compte tenu du poids relativement faible de l'industrie et de la surreprésentation du tertiaire non marchand. ■

Définitions

Produit intérieur brut (PIB) : mesure de la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Les PIB mentionnés dans cette publication sont mesurés en valeur (ou à prix courants).

Revenu disponible brut des ménages (RDBM) : est constitué des revenus d'activité perçus (salariés et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés, ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Valeur ajoutée (VA) : solde du compte de production. La valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Consommations intermédiaires : valeur des biens et services utilisés pour assurer la production.

Excédent brut d'exploitation (EBE) : solde du compte d'exploitation pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés et des impôts nets des subventions sur la production.

Taux de marge (EBE/VA) : ratio qui rapporte l'excédent brut d'exploitation ou le revenu mixte à la valeur ajoutée.

Taux d'investissement : ratio qui rapporte l'investissement corporels bruts hors apport à la valeur ajoutée.

Taux d'épargne : ratio qui rapporte l'épargne des ménages à leur revenu disponible brut.

Taux d'emploi : Le taux d'emploi d'une classe d'individus est calculé en rapportant le nombre d'individus de la classe ayant un emploi au nombre total d'individus dans la classe.

Sources et méthode

La comptabilité nationale vise une description la plus pertinente possible du fonctionnement de l'économie. Des changements de base réguliers sont opérés pour tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie, et des sources statistiques (enquêtes ou données administratives notamment) qui permettent de le décrire.

En 2015, les comptes nationaux sont passés en base 2010, notamment pour mettre en œuvre la nouvelle version du Système européen de comptes, le SEC 2010, modifiant en particulier le champ des dépenses comptabilisées en investissement pour y inclure les dépenses en R&D et en systèmes d'armes. En 2017, ils sont passés en base 2014 pour comptabiliser le trafic de stupéfiants et caler les échanges extérieurs de services sur les données de la balance des paiements.

En 2019, les comptes régionaux Antilles-Guyane sont à leur tour passés en base 2014. Ce changement comprend toutes les recommandations du SEC 2010 sauf celles qui relèvent de la prérogative nationale, tels les systèmes d'armes, ou qui n'ont pas un impact significatif sur l'économie de la région Antilles-Guyane tel que le travail à façon.

L'existence de statistiques spécifiques, notamment sur le commerce extérieur, permet l'élaboration de comptes régionaux en Guadeloupe, Guyane et Martinique selon les méthodes et concepts du système de comptabilité nationale. Les comptes des DOM sont en base 2014. La production de ces comptes régionaux n'est donc pas une régionalisation des comptes nationaux comme dans les régions métropolitaines.

Les comptes régionaux annuels donnent une fois par an une description globale et détaillée de l'économie régionale. Cette description porte sur les ressources et emplois de biens et de services, l'activité des branches, les comptes des secteurs institutionnels et les tableaux entrées-sorties (TES) ainsi que les tableaux économiques d'ensemble (TEE).

Service territorial de Fort-de-France
Centre technopole de Kerlys - bâtiment D1
5, rue Saint-Christophe - CS 10641
97262 Fort-de-France Cedex

Directeur de la publication :
Yves CALDERINI

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Rédacteur en chef adjointe :
Maud TANTIN MACHECLER

Mise en page :
Myriam JELAINÉ
ISSN : 2416-8106
© Insee 2019

Pour en savoir plus

- « La Martinique en 2014 », Rapport annuel de l'IEDOM, juin 2015, consultable sur www.iedom.fr.
- « Le bilan économique 2014 en Martinique », *Insee conjoncture n° 1*, mai 2015.
- Hurpeau B., « Les produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2013 », *Insee Focus n° 60*, juillet 2016.
- « Les comptes économiques des DOM », consultables sur www.cerom-outremer.fr/martinique et sur www.insee.fr/martinique.

